

AÏN DEFLA

Le contrôle des activités commerciales : mission impossible ?

Depuis la libération des prix des produits de consommation, à l'exception du lait et du pain, le travail essentiel des services du commerce porte sur la légalité des transactions commerciales, le contrôle de la qualité des produits commercialisés et le respect des règles d'hygiène en la matière pour mettre à l'abri le consommateur des pratiques visant le gain facile au détriment de sa santé.

Dans ce cadre, les agents de la direction du commerce d'Aïn Defla, soit quelque 20 brigades, qui ont sillonné tout le territoire de la wilaya, ont procédé durant le 1^{er} semestre 2008 à quelque 5 400 interventions qui se sont soldées par 2 105 poursuites judiciaires et pas moins de 185 propositions de fermeture, et ce, pour diverses raisons : défaut d'hygiène, vente de produits périmés, défaut de facturation ou encore exercice d'une activité commerciale sans registre de commerce. Le montant des saisies, selon un responsable de cette direction, s'élève à 70 millions de centimes.

Cependant, ce bilan, il faut le dire, n'est que la partie visible de l'iceberg du marché informel où, souvent, se pratiquent des transactions sans aucun respect de la loi. On a l'impression que l'équilibre ne se maintient que parce que tout le monde se joue de tout le monde. Le marché de Khemis-Miliana, qui se tient tous les jours et en plein centre-ville sur l'unique place, fonctionne dans une anarchie indescriptible où la sardine



Le marché de Miliana, une anarchie indescriptible.

côteie les vêtements, l'électroménager, la friperie, et il devient de plus en plus difficile de circuler entre les étals.

C'est aussi le cas des marchés d'El-Attaf et de Djelida qui se tiennent les jeudis. Il est vrai que «ces commerçants» ne s'embarrassent pas de la réglementation en vigueur et ne dépensent que quelques dinars pour un ticket fourni par un percepteur.

D'ailleurs, le soir, ils se contentent de plier bagage en laissant derrière eux des ordures au niveau de la place publique, dans le marché et même dans les ruelles alentour. Toutes les rues de la ville sont devenues des marchés.

L'astuce est simple, il suffit de louer une petite boutique et d'accaparer tout le trottoir. Les piétons sont «jetés» sur la chaussée et doivent disputer leur droit de passage aux véhicules. Mieux encore, à Khemis-

Miliana, rue Tahraoui-Benmira, la plupart des murs de façade, même ceux des établissements scolaires, sont devenus des présentoirs de produits en tous genres (chaussures, tissus, prêt-à-porter...) sans que personne ne trouve à dire.

Cependant, entre les commerçants «légaux» et ceux du marché informel, la concurrence est rude. Les premiers, ne trouvant pas auprès de qui se plaindre car l'administration est «atteinte de surdité», comme le dit un commerçant ayant pignon sur rue, ferment simplement leurs locaux et versent dans l'informel en s'installant sur les trottoirs travaillant dans une semi-clandestinité.

La solution ne réside en aucune façon dans l'éradication de ces marchés qui font vivre des milliers de familles, il s'agit plutôt de les organiser, de les contrôler, de veiller à leur salubrité et à la qualité des produits

commercialisés. Puisqu'il s'agit d'un fait accompli, il faut réduire ainsi la concurrence déloyale, du fait que l'informel échappe à toutes les charges imposées aux autres commerces.

Certes, des tentatives ont été faites, comme à Khemis-Miliana, par les différentes APC qui se sont succédé, mais qui se sont avérées vaines ; le lobby de l'informel se révélant puissant.

En attendant «le miracle» qui viendra peut-être des générations futures, la dégradation de l'espace continue et gagne du terrain.

Pour ce qui est des contrôles, chaque fois que les agents de la direction du contrôle de la qualité font des descentes, les commerçants baissent les rideaux, le tam-tam ayant fonctionné avant leur arrivée. C'est un fait admis et c'est jouer au chat et à la souris.

Karim O.

Photo : DR

ARRÊT TECHNIQUE DE KAHRAMA EN PLEIN RAMADAN

Oran n'est pas près d'étancher sa soif

La satisfaction des Oranais en matière de disponibilité de l'eau potable est toujours de courte durée. Chaque été, l'on assiste au même scénario qui réside dans un changement des plages horaires dans la distribution quotidienne, causant d'énormes désagréments en cette période.

Le coup de massue a eu lieu à la fin de cette semaine avec une information parvenant de la station de dessalement de l'eau de mer et de production électrique Kahrama qui annonce que la production d'eau potable par le complexe Kahrama d'Arzew (Oran) sera réduite à 56 000 mètres cubes/jour du 4 au 29 septembre prochain en raison d'un arrêt technique programmé, soit en plein mois de Ramadan, ce qui est loin de créer la satisfaction des Oranais qui en ont ras-le-bol de subir cette soif qui n'en finit pas... Le seul espoir qui reste réside dans les promesses du projet MAO (Mostaganem-Arzew-Oran).

Pour rappel, les besoins de la wilaya d'Oran en eau potable sont estimés à 350 000 m³/j, dont 90 000 m³ proviennent de la station Kahrama.

Concernant la réduction de la production d'eau potable, prévue au niveau de la

station Kahrama, l'on saura que celle-ci interviendra à la suite d'un arrêt technique du groupe turbine à gaz TG n°1, programmé conformément aux instructions du constructeur.

Cette mise à l'arrêt permettra de procéder à l'inspection et à la révision des parties chaudes de la turbine et d'entreprendre des travaux de maintenance sur l'unité combinée de dessalement d'eau de mer, signale-t-on. S'agissant de la production d'électricité, le complexe Kahrama continuera à fournir ses clients à raison de 220 mégawatts.

N'ayant pas d'autre choix que de procéder à une perturbation dans l'alimentation de l'eau potable ainsi qu'à une réduction des plages horaires, la Seror n'a aucune solution de rechange et les Oranais devront s'en accommoder.

Le problème de l'eau que subit depuis des années la capitale de l'Ouest ne semble pas prendre fin tel un cauchemar qui grandit au fil du temps, toutefois une seule lueur d'espoir se profile du côté de la wilaya de Mostaganem qui abrite le mégaprojet Mostaganem-Arzew-Oran (MAO) dont la livraison est prévue avant la fin de l'année en cours, une déclaration rendue publique par le ministre des Ressources en eau, M. Abdelmalek Sellal, lors de sa visite d'inspection à Mostaganem au mois de juillet 2008. Cet important ouvrage

hydrique, réalisé pour un montant de 60 milliards de DA, entrera en service fin février 2009. Tous les espoirs des Oranais s'accrochent au projet du MAO qui mobilisera annuellement 155 millions de mètres cubes d'eau, grâce à des apports des barrages du Cheliff et de Keddara. Ces apports seront transférés grâce à un ensemble d'installations qui permettront l'acheminement du précieux liquide vers deux réservoirs secondaires de stockage à Mostaganem d'une capacité de 60 000 mètres cubes chacun, et quatre autres à Oran de même volume.

La wilaya d'Oran bénéficiera d'un volume de 100 millions de mètres cubes des ressources mobilisées par ce projet, ce qui devra combler définitivement, le déficit en eau potable enregistré à Oran et les wilayas limitrophes.

En attendant la réception de ce projet tant attendu, Oran renoue avec le scénario des perturbations, des pénuries et de la course après les camions-citernes, un scénario qui interviendra en plein mois de Ramadan, ce qui est loin d'être une nouvelle qu'apprécieraient les ménagères qui savent de quoi ça retourne car durant ce mois, l'eau est très sollicitée et la restriction est vraiment mal venue mais elles n'ont pas d'autre choix que celui de recourir aux réserves d'eau... en attendant le MAO.

Amel. B.

HAMMAM BOU-HADJAR L'eau une fois tous les 15 jours !

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, des milliers de mètres cubes d'eau potable se déversent dans la nature depuis des années au vu et au su de tout le monde à Hammam Bou-Hadjar, au niveau des bornes 3 et 7 de la conduite principale menant du barrage Beni-Bahadel (Tlemcen) à Oran, et que les colporteurs se servent pour alimenter les foyers des Bouhadjaris à raison de 800 DA la citerne, les citoyens de la ville des Thermes vivent un vrai calvaire avec le manque crucial d'eau potable, puisque ce précieux liquide ne coule dans leurs robinets qu'une fois tous les 12, voire 15 jours et à faible pression, parfois la nuit.

Cette situation qui est devenue habituelle chaque été contraint les citoyens à recourir aux colporteurs qui ont trouvé leur compte en alimentant les gens à 800 et 1 000 DA la citerne remplie par les eaux déversées de la conduite sus-citée.

La distribution de l'eau potable dans la wilaya de Aïn-Témouchent est devenue irrégulière du fait de l'assèchement de la retenue de Dziuia et aussi de la dépendance totale de cette wilaya de Tlemcen, raison pour laquelle la distribution est passée de 1 jour sur cinq à 1 jour sur 14 dans certaines localités et devant ce manque d'eau potable, beaucoup de citoyens de ces localités préfèrent remplir tous les ustensiles possibles pour ne pas tomber en panne d'eau, comme cette vieille dame de la cité des 170-Logements qui nous dit qu'il lui arrive de remplir les louches, les carafes, les marmites et même les tasses pour stocker ce précieux liquide jusqu'à la prochaine distribution.

Le manque d'eau a poussé bon nombre de citoyens à acheter des jerrycans et bidons pour stocker l'eau potable, alors que d'autres plus aisés, installent carrément des citernes sur les toits des maisons et immeubles des cités de la ville de Hammam Bou-Hadjar, par contre d'autres creusent des baches d'eau dans leurs maisons.

La rareté de l'eau potable dans la wilaya de Aïn-Témouchent pousse les citoyens à se débrouiller chacun à sa manière pour s'approvisionner et stocker l'eau potable en attendant impatiemment la réalisation de l'unité de dessalement de Chatt El-Hilal qui pourra avec ses 200 000 m³/jour, satisfaire les besoins quotidiens de la wilaya en eau potable et même pour la wilaya d'Oran. Attendons 2009 pour voir...

S. B.

SOUK-AHRAS Traitement des points d'eau

Une nouvelle campagne de traitement de l'eau potable, dans la wilaya de Souk-Ahras, a été lancée ces jours-ci, ont indiqué des responsables locaux concernés.

Conjointement menée par l'Algérienne des eaux et les autres organismes concernés, cette opération a pour objectif de traiter l'ensemble des points d'eau, les puits et les 92 réservoirs implantés dans différentes localités de la wilaya par des moyens de désinfection (eau de Javel et chaux) en vue de lutter contre les maladies à transmission hydrique (MTH).

A rappeler que les services concernés ont été assignés à la généralisation de la surveillance des points d'eau et ouvrages hydrauliques à l'ensemble des points noirs hydrauliques. Dans le volet de la résorption des points noirs à travers toute la ville de Souk-Ahras, sur 2 660 fuites d'eau signalées 2 581 ont été colmatées au courant du 1^{er} semestre de cette année.

Il est aussi utile de rappeler que la wilaya de Souk-Ahras compte plus de 400 000 habitants et est approvisionnée en eau potable à partir de 22 forages et 92 réservoirs avec un débit global de 42 828 m³/jour. Les besoins locaux sont évalués à 6 000 m³/jour. Le taux de satisfaction de la wilaya en eau potable est actuellement de 85%.

Barour Yacine